

AMBASSADE DE FRANCE

Bonn, le 14 Mai 1956

00653

Louis JOYE, Ambassadeur de France
près la République fédérale d'Allemagne

à
Son Excellence, Monsieur Christian PINEAU
Ministre des Affaires Etrangères

DIRECTION D'EUROPE

CE
Flr 96
nombre "Napoley" ✓

A/S Subordination de l'Euratom au
marché commun.

J'ai déjà signalé au Département (ma lettre N°606
du 3 mai) les propos tenus sur l'Euratom et le marché
commun par M. Wilhelm Boutler, Secrétaire Général de la
Confédération de l'industrie allemande, principal organisa-
teur des " Assises de l'industrie et du commerce allemands "
(D.I.H.F.) l'un des porte-parole les plus autorisés des
milieux économiques de ce pays.

M. Boutler avait déclaré à Reutlingen que l'indus-
trie allemande serait prête à accepter l'Euratom si elle
était assurée en même temps que le marché commun se réalise.
Il vient de répéter cette proposition sous une forme encore
plus nette au cours d'une réunion pour l'intégration économi-
que de l'Europe à Friedrichshafen, le 13 Mai. Il faut, a-t-il
dit, exiger un " junctim " entre Euratom et marché commun.

Communiqué à :

- Cabinet du Ministre
- Secrétaire Général
- A.S. Bonn
- Coopération Econ.

2.
Il est impossible de dire pour l'instant, si le Gouvernement fédéral tiendra compte de cette façon de voir ou si, lors de la prochaine réunion de Venise, il sera tenté de subordonner lui aussi la création de l'Euratom à la réalisation du marché commun. Il est à noter cependant que les Autorités fédérales ne peuvent être totalement insensibles aux propositions du porte-parole de l'industrie allemande.

Les milieux industriels de ce pays ont en effet un moyen de pression non négligeable sur le Gouvernement, c'est la position qu'ils peuvent adopter en ce qui concerne le commerce avec l'Est. Dans son discours de Friedrichshafen, M. Beutler a déclaré que l'industrie soutenait le Gouvernement et considérait que, dans cette affaire, la politique primait l'économie, c'est-à-dire qu'elle ne réclamait pas des négociations commerciales à tout prix avec l'URSS. Pour conserver cet appui de l'industrie, le Gouvernement fédéral est plus ou moins obligé de tenir compte de son point de vue sur d'autres questions./

Signé: G. de MARGHERIE